DEPARTEMENT DE LA DODOGNE - ARRONDISSEMENT DE SARLAT -CANTON DE SAINT CYPRIEN

COMMUNE DE SAINT MARTIAL DE NABIRAT

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-cinq, le 26 mai à 18 heures, le Conseil Municipal de la commune de Saint Martial de Nabirat étant réuni en séance ordinaire salle du Conseil Municipal, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Hervé Ménardie, Maire.

Etaient présents : Mesdames BENITTA - BESSE – GERARDIN - MENARDIE - VALIERE et Messieurs CABANNE - GOURDIS - MENARDIE.

Etaient absents : MM VIDAL (procuration à Mme BENITTA) – PICOT (procuration à Mme VALIERE) AVAZERI.

Nombre de Conseillers en exercice : 11.

Nombre de présents : 8.

Nombre de votants : 10.

Le Secrétariat de séance était assuré par : Annie Gérardin

La convocation du Conseil Municipal avait été faite : 13 mai 2025.

Le procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal du 07 avril 2025 est adopté à l'unanimité.

En début de séance, le Maire rappelle la disparition de François Defontaine le 7 mai 2025 et le Conseil Municipal, en sa mémoire, respecte une minute de silence.

Organisation du conseil municipal suite au décès de M. François Defontaine. Remplacement aux syndicats intercommunaux

Suite au décès de M. François Defontaine en date du 7 mai 2025, il convient de nommer un délégué dans les syndicats intercommunaux suivants :

Syndicat Intercommunal d'Energies (SDE24)

Titulaire : Annie Gérardin

Syndicat Mixte des Bassins Versants Céou Germaine

Titulaire : Marie-Thérèse Valière

SICTOM du Périgord Noir

Titulaire : Ginette Bénitta

Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable du Périgord Noir

Titulaire : Annie Gérardin

Votants : 10

Pour : 10

Contre : 0

Abstention : 0

Il est également décidé de ne pas procéder à l'élection d'un 3ème Adjoint au Maire, considérant que le mandat actuel s'achève dans 9 mois et demi. Le Maire assurera la gestion du service technique en liaison avec d'autres élus qui prendront le relai (Mme Gérardin et Mrs Cabane et Vidal).

Régularisation foncière au droit de la VC N°8 au lieu-dit La Molière

Le Maire indique que dans le cadre d'une transaction foncière entre les Consorts BEZANGER et les Consorts COELHO DO VALEZ PEIXOTO - MOREIRA DA SILVA, transaction concernant des terrains sis à « La Molière », le cabinet de géomètre AGEFAUR a constaté que des régularisations foncières étaient nécessaires.

Il a été notamment constaté que l'emprise de la voie communale n° 8 à "La Molière" ne correspondait pas à son assiette, nécessitant des déclassements et ventes de parties de cette voie communale puis des acquisitions de parcelles privées et leurs classements dans la voirie communale. Après une rencontre avec les parties concernées par cette affaire, il a été décidé de faire examiner l'emprise totale de cette voie communale par le cabinet AGEFAUR afin de savoir si d'autres régularisations foncières ne seraient pas nécessaires.

Le Cabinet AGEFAUR a établi un devis en ce sens d'un montant de 2.042,50 € HT.

Le Maire propose au Conseil Municipal :

- D'adopter ce devis et de l'autoriser à le signer,
- Que les régularisations foncières se fassent par ventes bilatérales sur la base de 0,30 € du m²,
- Que la commune prenne en charge les frais de notaire relatifs aux régularisations foncières qui la concerne, à savoir uniquement les régularisations foncières entre les Consorts BEZANGER et la commune de Saint Martial de Nabirat, les régularisations foncières entre les Consorts COELHO DO VALEZ PEIXOTO - MOREIRA DA SILVA et la commune de Saint Martial de Nabirat, mais aussi les régularisations foncières pouvant intervenir, après vérification de la totalité de l'assiette de la VC N° 8, entre d'autres riverains et la commune de Saint Martial de Nabirat,
- De l'autoriser à signer les actes notariés correspondant aux régularisations foncières précitées qui seront établis chez Maître Marie-Agnès Cabanel, notaire à Sarlat.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte les propositions du Maire.

Votants : 10 Pour : 10 Contre : 0 Abstention : 0

M. et Mme COELHO DO VALEZ PEIXOTO - MOREIRA DA SILVA souhaitent poser une clôture sur le domaine communal qui doit leur revenir. Le Maire se rendra sur place avant de prendre une décision.

Acquisition de candélabres pour les fêtes de fin d'année

Le maire propose au conseil municipal d'acheter des candélabres pour les fêtes de fin d'année.

Il présente les devis suivants : Ets Decolum Illuminations d'un montant de 599 € HT

Le conseil municipal après en avoir délibéré, adopte le devis ci-dessus et autorise le maire à le signer.

Votants : 10 Pour : 10 Contre : 0 Abstention : 0

Adoption de devis pour travaux d'électricité sur les bâtiments communaux

Le maire informe le conseil municipal de la nécessité d'effectuer des travaux d'électricité sur les bâtiments suivants et présente les devis correspondants de l'entreprise OHM ELEC :

- Eglise (remplacement des sources lumineuses et des luminaires spot) pour un montant de 2 444,76 € HT

- Cantine Scolaire (mise en sécurité du tableau général de distribution, pose d'un parafoudre) pour un montant de 3 997,77 € HT
- Mairie - salle du conseil municipal (remplacement des sources lumineuses) pour un montant de 489,27 € HT

Le conseil municipal après en avoir délibéré, adopte les devis ci-dessus et autorise le maire à les signer.

Madame Bénitta ayant reçu pouvoir de Monsieur Vidal, n'a pas pris part au vote pour lui.

Votants : 9 Pour : 9 Contre : 0 Abstention : 0

Rétrocession d'une concession vide au cimetière de St Martial de Nabirat.

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal de la volonté de Mme Jeanine Gouloumès de rétrocéder à la commune une concession vide de toute sépulture au cimetière municipal de Saint Martial de Nabirat (courrier du 17 avril 2025). Cette concession a été acquise le 14 novembre 1978 et porte le N° 141.

Monsieur le Maire propose d'accepter la rétrocession de cette concession pour un montant de 360 € (cf. délibération du 01/02/2021) à restituer à Mme Jeanine Gouloumès.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Approuve la rétrocession à la commune de la concession décrite ci-dessus pour un montant de 360 € à verser à Mme Jeanine Gouloumès.
- Dit que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Votants : 10 Pour : 10 Contre : 0 Abstention : 0

Encaissement d'un don suite à la réalisation de travaux de voirie

Le Maire rappelle que dans le cadre des travaux de voirie communautaire de l'exercice 2025, la réfection de la rue de la Fonbonne était programmée jusqu'au n° 352.

M. et Mme Lagorse, habitant au n° 441 ont sollicité l'aménagement de cette rue entre le n° 352 et leur domicile.

Considérant qu'il s'agit de travaux de voirie non communautaires, M. et Mme Lagorse ont proposé de prendre le coût des travaux à leur charge, coût estimé à 2.567,40 € par le Pôle Voirie de la Communauté de Communes de Domme-Villefranche.

Ainsi, le coût des travaux sera réglé par la commune de St Martial de Nabirat à la Communauté de Communes de Domme-Villefranche sous forme de fond de concours, M. et Mme Lagorse faisant à la commune un don d'un même montant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte le don de M. et Mme Lagorse.

Votants : 10 Pour : 10 Contre : 0 Abstention : 0

Participation financière à un voyage scolaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide d'attribuer une subvention de 35 € au Lycée de Joséphine Baker à Sarlat-la-Canéda afin de financer un séjour pédagogique à Paris auquel a participé un élève de St Martial de Nabirat, du 16 au 18 avril 2025.

Votants : 10 Pour : 10 Contre : Abstention :

Révision de loyer d'un logement communal.

Vu l'étude réalisée par l'ADIL 24 pour le compte de la commune de St Martial de Nabirat en vue de réviser les loyers des logements communaux,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de réviser comme suit le loyer du logement de la commune de St Martial de Nabirat et autorise le Maire à signer le contrat et le courrier s'y rapportant.

Locataire	Logement	Date de révision	Nouveau montant en €	Indice de révision	Date d'entrée en vigueur
HERBERT Peter	Logement Maison Miermont	1 ^{er} juin 2025	456,76 €	1 ^{er} trimestre 2025 – valeur : 145,47 – INSEE 15 avril 2025	01/06/2025

Votants : 10

Pour : 10

Contre : 0

Abstention : 0

Achat de matériel informatique pour le service administratif.

Le maire informe le conseil municipal de la nécessité d'acheter un nouvel ordinateur performant pour le service administratif. Il présente le devis de l'entreprise DXE pour un montant HT de 986,50 €.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, adopte le devis et autorise le maire à le signer.

Votants : 10

Pour : 10

Contre : 0

Abstention : 0

Achat d'une sonorisation portable pour les cérémonies et les manifestations de la commune

Le maire informe le conseil municipal de la nécessité d'acheter une nouvelle sonorisation portable pour les cérémonies et les manifestations de la commune. Il présente le devis de l'entreprise BUROLIKE EXCEL'BUREAU pour un montant HT de 345 €. Le conseil municipal après en avoir délibéré, adopte le devis et autorise le maire à le signer.

Votants : 10

Pour : 10

Contre : 0

Abstention : 0

Adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du CDG 24.

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu les dispositions du Code Général de la Fonction Publique (CGFP), notamment les articles L.812-3 et suivants,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°85-1054 du 30 septembre 1985 modifié relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,

Vu le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 modifié relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,

Vu la délibération du conseil d'administration du Centre de Gestion de la Dordogne (CDG 24) en date du 22 novembre 2024 déterminant les conditions d'adhésion des collectivités et établissements publics au service de médecine professionnelle et préventive du CDG 24,

Considérant la proposition de convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du CDG 24,

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil l'obligation de disposer d'un service de médecine préventive ; pour ce faire, il propose d'adhérer au service de médecine professionnelle et préventive du CDG 24 et porte à la connaissance des membres présents les dispositions de la convention d'adhésion (jointe en annexe) pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2027.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal :

ACCEPTENT les conditions d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive décrites dans la convention annexée à la présente délibération,
AUTORISENT Monsieur le Maire à faire, dire et signer l'ensemble des documents relatifs à cette affaire.

Votants : 10

Pour : 10

Contre : 0

Abstention : 0

Communications

Décisions du Maire

Conformément aux termes de la délibération n° 42/2025 du 07 avril 2025 du Conseil Municipal de St Martial de Nabirat donnant délégation de signature au Maire pour les consultations inférieures à 25.000 C HT, celui-ci porte à la connaissance du conseil municipal les dernières décisions prises par lui en vertu de cette délégation.

- Décision n° 04/2025 : achat de filets pour le terrain de football communal (devis n° 2-2442 du 27/02/2025 fourni par Bouriane Sport demeurant route de Salviac — Zone Commerciale La Peyrugue — 46300 Gourdon, d'un montant de 310,82 € HT).
- Décision n° 05/2025 : hydrocurage et passage de caméras dans le cadre de l'opération d'aménagement et de sécurisation de la traversée du bourg de St Martial de Nabirat (devis du 30/04/2025 fourni par SARL Cadiot demeurant 187 voie de l'artisanat « Bonnefon » 24590 St Crépin et Carlucet, d'un montant de 2.750,00 € HT).
- Décision n° 06/2025 : équipement de la station d'épuration d'une cage de filtration (devis n° 56 du 24/09/2024 « La Fée Railleuse » demeurant « Le Bourg » 24250 Saint Martial de Nabirat, d'un montant de 1.030,00 € HT).
- Décision n° 07/2025 : achat pour le service technique communal d'un souffleur portatif et d'un jeu de coins roulants (devis n° 11042044 du 19/12/2024 fourni par « COVERPA » demeurant ZI de Madrazès 24200 Sarlat — La Canéda, d'un montant de 463,86 € HT).
- Décision n° 08/2025 : équipement d'un agent en poste adapté avec un coussin rotatif (devis n° 200112452 du 17/09/2024 fourni par « Sarlat Médical » demeurant 242 avenue Joséphine Baker 24200 Sarlat — La Canéda, d'un montant de 41,70 € HT).
- Décision n° 09/2025 : équipement d'un agent en poste adapté avec un chariot pour casier à verres (devis n° 1518551 du 21/05/2025 fourni par « HYGIAL » demeurant 189 rue d'Aubervilliers 75018 Paris, d'un montant de 782,00 € HT).

Mme Valière rappelle son opposition à l'achat de matériel qui a été fait pour l'agent concerné.

Aménagement de la traversée du bourg

Le Maire rappelle la rencontre avec M. Ségui, Maître d'œuvre, le 27/10/2025 à 17h30. Celui-ci viendra présenter au Conseil Municipal le projet modifié à la suite de la réunion publique du 01/04/2025 et de sa permanence du 06/05/2025. Si le projet est validé, le permis d'aménager sera déposé dans les meilleurs délais.

L'entreprise CADIOT, retenue pour l'hydrocurage et le passage des caméras interviendra les 3, 4 et 5 juin 2025, nécessitant de fermer la Grande Rue et mettre en place des déviations par les rues du Lantier et de la Croix de Gourdon.

Hangar route du Ségala

Le Maire rappelle qu'il a engagé une procédure d'expropriation de ce bien situé route du Ségala et cadastré en section A sous le n° 2031 et situé route du Ségala en vue de le récupérer pour le compte de la commune. Ce hangar appartient à M. Wilson, de nationalité anglaise. Ce dernier ne répond à aucun courrier. Le bâtiment, en mauvais état, est situé en bordure de route. Sa sécurité n'est pas assurée. Le dossier en vue de mettre en œuvre cette procédure est pratiquement complet à l'exception d'un rapport d'expertise relatif à l'état du bâtiment. Un expert a été missionné ; il interviendra le 03/06/2025.